

## **Stratégies de résilience des acteurs face aux défis liés à l'Agriculture Urbaine à Korhogo (Nord Côte d'Ivoire)**

**Resilience strategies of actors facing challenges related to Urban Agriculture in Korhogo (Northern Côte d'Ivoire)**

**ETTIEN Ablan Anne-Marie,  
Enseignante-Chercheuse,  
Université Peleforo Gon Coulibaly de Korhogo  
[amariettien@gmail.com](mailto:amariettien@gmail.com)**

**KOUASSI Noël,  
Enseignant-Chercheur,  
Université Peleforo Gon Coulibaly de Korhogo  
[noel2ko@yahoo.fr](mailto:noel2ko@yahoo.fr)**

**TRAORE Ramatou,  
Enseignante-Chercheuse,  
Université Peleforo Gon Coulibaly de Korhogo  
[ramatou\\_traore@yahoo.fr](mailto:ramatou_traore@yahoo.fr)**



**DOI : [10.5281/zenodo.6863023](https://doi.org/10.5281/zenodo.6863023)**

### **Résumé**

L'Agriculture Urbaine (AU) joue un rôle important dans les pays en développement où elle est, d'une part, le réceptacle d'une grande partie des jeunes sans-emplois et d'autre part, source d'approvisionnement en produits agricoles frais. L'AU se développe en milieu urbain ou semi-urbain pour répondre aux problèmes des populations pauvres. A Korhogo, cette activité est pratiquée majoritairement par les femmes à travers la production des maraîchers. Cependant, ces productrices doivent relever plusieurs défis dans l'exercice de leur activité. Cette étude analyse donc les défis rencontrés par l'AU à Korhogo. La collecte des données s'est basée sur des entretiens individuels réalisés auprès des acteurs intervenant dans ce secteur. L'analyse de contenu a permis de rendre compte des discours des enquêtés. Les résultats indiquent que l'activité des productrices de maraîchers est menacée par l'urbanisation accélérée et la variabilité climatique. Par ailleurs, elles sont confrontées à des risques sanitaires et environnementaux liés aux pratiques agricoles et sites exploités.

Dans la perspective de la promotion de l'AU à Korhogo, des actions urgentes sont nécessaires pour préserver cette activité qui constitue la seule alternative génératrice de ressources permettant aux acteurs d'améliorer les conditions de vie et d'existence de leurs familles.

**Mots clés:** Agriculture Urbaine, production maraîchère, foncier, urbanisation, environnement.

## Abstract

Urban Agriculture (UA) plays an important role in developing countries where it is, on the one hand, the receptacle of a large part of the unemployed youth and, on the other hand, a source of supply of fresh agricultural products. UA is developing in urban or semi-urban areas to respond to the problems of poor populations. In Korhogo, this activity is mainly practiced by women through the production of market gardens. However, these women producers face several challenges in carrying out their activity. This study therefore analyzes the challenges faced by UA in Korhogo. Data collection was based on individual interviews with actors involved in this sector. The content analysis made it possible to report on the respondents' speeches. The results indicate that the activities of women market gardeners are threatened by accelerated urbanization and climate variability. In addition, they are confronted with health and environmental risks related to agricultural practices and the sites they work on.

In the perspective of promoting UA in Korhogo, urgent actions are needed to preserve this activity which constitutes the only alternative generating resources allowing the actors to improve the living conditions and existence of their families.

**Key words:** Urban agriculture, vegetable production, land, urbanization, environment.

## Introduction

L'agriculture est le principal moyen de subsistance des populations dans le monde en général et particulièrement les pays en développement. Elle est la première activité pourvoyeuse d'emploi de la majorité de la population active. Originellement pratiquée en zone rurale, l'agriculture s'est étendue dans la zone urbaine du fait des besoins de plus en plus croissants des citadins en produits frais. Cette agriculture dénommée Agriculture Urbaine et Périurbaine (AUP) se réfère selon la FAO (1999) "*aux pratiques agricoles dans les villes et autour des villes qui utilisent des ressources (terre, eau, énergie, main-d'œuvre) pouvant également servir à d'autres usages pour satisfaire les besoins de la population urbaine*".

L'AU, de façon spécifique, se rapporte à ces petites surfaces (terrains vagues, jardins, vergers, balcons, récipients divers) utilisées en ville pour cultiver quelques plantes et élever de petits animaux et des vaches laitières en vue de la consommation du ménage ou des ventes de proximité (FAO, 1999). Cette agriculture de subsistance, destinée à approvisionner les populations urbaines, est souvent perçue comme ayant le potentiel d'assurer une part importante des besoins alimentaires des populations urbaines, en plus de participer au développement économique et à la réduction de la pauvreté (D. Boccanfuso et M. E. Yergeau, 2020, p. 1543). Levier de lutte contre la pauvreté, elle contribue à la sécurité alimentaire de la plupart des ménages (K. R. Oura et al., 2016).

L'AU est également un facteur de renforcement des liens sociaux. Les initiatives développées à Montréal révèlent un lieu de production de légumes non négligeables, de socialisation et d'éducation favorisant un développement social individuel et collectifs des quartiers ayant une forte présence de population économique défavorisée (E. Duchemin et al, 2010, p. 1).

Au niveau de la socialisation, les activités qui découlent de l'AU multiplient les occasions d'échange et de partage entre les participants en leur donnant la possibilité de développer leur réseau social et des échanges intergénérationnels et interculturels. Au plan éducatif, cette pratique contribue à inculquer un savoir et un savoir-faire par la diffusion des connaissances sur les saines habitudes de vie, la sensibilisation et la formation à la réalité du monde agricole et à l'éducation à l'environnement (N. Fontaine et al; 2020, p. 15-17).

Par ailleurs, les travaux de A. Ba (2016, p. 1) révèlent le rôle important que joue l'AU dans les pays en développement en tant que réceptacle de la majorité des jeunes sans-emplois et source d'approvisionnement en produits agricoles frais. Dans plusieurs villes africaines, elle est considérée comme le grenier agricole. Elle fournit 70 % de la demande en légumes à Dakar (Sénégal), 90 % à Accra (Ghana) et en Guinée Bissau puis assure 50 % de la demande en produits agricoles à Bamako (Mali) contre 60 % à Cotonou (Bénin).

En Côte d'Ivoire et plus particulièrement à Abidjan, K. A. Kouakou (2017, p. 269) soutient que l'AU, de par sa spécialisation en production de fruits et légumes, est aujourd'hui considérée comme une solution viable et durable pour contrer l'insécurité alimentaire. Elle peut améliorer significativement les régimes alimentaires et nutritionnels des populations des grandes villes du

pays par un meilleur approvisionnement des marchés urbains au plan national. Plusieurs projets, menés par le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA), ont ainsi été exécutés dont le projet sur l'horticulture urbaine en 2001 financé par la FAO dans les villes de Yamoussoukro et de Bingerville pour améliorer la production des légumes en zones urbaines. L'AU dépasse souvent sa seule vocation agricole pour s'intéresser à des problèmes sociaux plus larges tels que l'isolement et la pauvreté (N. Fontaine et al, 2020, p.16). Toutefois, l'AU dans les pays en développement est confrontée au changement climatique, à l'urbanisation accélérée, à la démographie galopante, à la dégradation de l'environnement et au manque d'innovation. Cette innovation qui englobe les modifications des pratiques, des normes, des marchés et des dispositifs institutionnels susceptibles de favoriser de nouveaux réseaux de production alimentaire, de transformation, de distribution et de consommation qui pourront remettre en question l'état des choses (HLPE, 2019).

A Korhogo, dans le nord de la Côte d'Ivoire, la forme d'AU pratiquée est celle de la production et la commercialisation des maraîchers. Elle est pratiquée en majorité par les femmes en tant que principale activité génératrice de revenu. Les bas-fonds, les alentours des retenus ou points d'eau et les espaces urbains non valorisés sont exploités dans le cadre de cette activité. Cependant, comme dans toutes les parties du monde où se développe l'AU, l'urbanisation, avec la forte expansion de l'aménagement des infrastructures urbaines sur le foncier qui l'accompagne, constitue à Korhogo une contrainte majeure au développement et à la pratique de l'AU. Cette urbanisation selon A. Ba (2016, p. 3) est à l'origine d'une concurrence sur le foncier entre usages agricole et non agricole, tournant très souvent en faveur des usages non agricoles car la vente d'une parcelle pour logements à usage locatif est plus rentable à court terme que son exploitation à des fins agricoles. En outre, la variabilité climatique, qui se manifeste dans la région par la sécheresse, la rareté voire l'assèchement des points et les inondations dont la plus extrême a été vécu de 2000 à 2010, (K. A. Boko et al, 2016, p. 161), constitue un facteur entravant la pratique de l'AU à Korhogo.

Dès lors, quels sont les défis liés à l'AU à Korhogo? En d'autres termes, quelles sont les difficultés rencontrées par les acteurs de l'AU dans l'exercice de leur activité? Quelles sont les initiatives prises pour mener à bien leur activité?

## **1- Méthodologie**

L'étude s'est déroulée dans la ville de Korhogo, chef-lieu de District des Savanes et de la Région du Poro. Le choix de cette ville s'explique par le fait que depuis la crise militaro-politique de 2002, du fait d'une économie de guerre prospère, l'on assiste à une occupation quasi continue de la périphérie urbaine avec un développement des fronts d'urbanisation. En effet, de 3 300 ha en 2000, la superficie de la ville de Korhogo est passée à 4 500 ha en 2015 puis à plus de 10 000 ha en 2019 (Services techniques de la mairie, 2019). Quant à l'effectif de ses habitants, il est passé de 142 039 habitants en 1998 à 245 239 habitants en 2014 selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1998 et celui de 2014. De 33 quartiers en 2002, Korhogo est aujourd'hui composée de 56 quartiers lotis et restructurés en 2016. Cette dynamique urbaine rapide est favorisée par la « démission » de l'État qui a conduit à une course effrénée à la propriété foncière des populations en quête d'espaces à bâtir et les opérations de lotissement par les propriétaires coutumiers fonciers, font que la ville s'étend au-delà des limites des zones couvertes en infrastructures de base (N. Sangaré et al, 2021, p. 112-117). Cette importante population entraîne également une forte demande en besoins alimentaires. On assiste alors à un développement d'activités agricoles tenue majoritairement par les femmes surtout sur les espaces marginalisés, les pourtours des plans d'eau et les bas-fonds pour la production du maraîcher. La ville a également connu des événements extrêmes entre 2000 et 2010, notamment une sécheresse en 2004-2005 avec assèchement des points d'eaux (barrages, puits, rivières, etc.) et une inondation en 2006-2007. Ces changements environnementaux, dont les effets perdurent, affectent la vie et les activités économiques et culturelles des populations locales (K. A. Boko et al, 2016, p. 41).

Cette concurrence entre urbanisation et agriculture urbaine renvoie à la question du partage, de l'accessibilité et de la valorisation des terres qui structurent les différents courants de pensée autour du foncier agricole, les régimes fonciers, les réformes foncières et les conflits fonciers en Afrique (Chauveau, 1997, 1998 ; Jacob et Le Meur, 2010 ; Mathieu, 1996).

La production des données a consisté en la réalisation d'entretiens avec les acteurs des structures spécialisées dans l'encadrement des producteurs agricoles (ANADER et CNRA) et avec les femmes productrices de maraîchers. Un total de 40 entretiens complétés par une observation directe ont permis de mettre en exergue les stratégies de résilience face aux défis liés à l'activité de production de maraîchers. L'analyse de contenu thématique qui, selon P. Paillé et A. Mucchielli (2008, p. 162), consiste « à procéder systématiquement au repérage, au regroupement et, subsidiairement, à l'examen discursif des thèmes abordés dans un corpus », a permis de rendre compte des discours des enquêtés.

## 2- Résultats

Cette partie met en exergue les facteurs qui entravent la promotion de l'Agriculture Urbaine (AU) à Korhogo à savoir accessibilité à l'espace urbain cultivable, l'urbanisation et la dégradation de l'environnement.

### 2-1-Accèsibilité à la parcelle urbaine cultivable

Les terrains urbains utilisés pour la production des maraîchers sont acquis soit par héritage d'un parent ou par location auprès d'un propriétaire terrien.

La production de maraîchers est une activité qui se pratique de génération en génération. En effet, cette activité est exercée sur des terrains du mari, d'un parent généralement le père ou la mère ou un parent proche (oncle, tante, etc.). Ce dernier cède la parcelle de terre cultivée pour lorsqu'il n'a plus les capacités physiques nécessaires pour pratiquer cette activité. Ou encore la parcelle revient au bénéficiaire après le décès du propriétaire, entendu ici comme celui qui a été le premier à exercer l'activité sur le terrain exploité. C'est dans ce sens que l'enquêté n°18, 12 ans d'activité, affirme : «*c'est mon père qui travaillait ici quand il est décédé, le tour était à ma mère, mais elle est vieille maintenant, donc elle m'a cédé le coin*».

Les parcelles utilisées pour les cultures maraîchères sont acquises également par location parce qu'appartenant à des propriétaires terriens qui les mettent à disposition pour cette activité. En contrepartie, ils bénéficient d'une compensation en numéraire ou en nature. Cette compensation en nature consiste soit à produire du riz pour le propriétaire, soit à appuyer pendant la production de son riz. Ainsi, pendant la saison, certaines agricultrices cultivent le maraîcher pour leur propre compte et produisent ou participe à la production du riz pour le propriétaire pendant la saison pluvieuse.

Les propos qui suivent en sont une illustration: «*je loue cet endroit et je donne l'argent au propriétaire après chaque vente*» (Enquêté n°12, 8 ans d'activité). Ou encore selon l'enquêté n°13, 17 ans d'activité: «*je travaille dans ce bas-fond parce que y'a pas un autre endroit, pas de champs. J'ai demandé au propriétaire pour faire mon maraîcher pendant la saison sèche. Mais, quand la pluie commence, je laboure le même coin et je plante du riz pour lui*».

Les propos de cet ingénieur agronome confirment les craintes de ces agricultrices :

*Il y a le problème foncier, beaucoup ne sont pas propriétaires de ce qu'elles exploitent, c'est un risque de précarité à ce niveau-là. Il y a donc une urgence à initier des actions conduisant à sécuriser cette activité en affectant des parcelles définitives à la production des maraîchers.*

La question foncière constitue un facteur déterminant dans la pratique de l'AU. Du fait de la rareté, les mêmes parcelles sont exploitées par différentes générations dans une famille. Cette rareté des terres cultivables conduit à cultiver aussi sur ces terrains urbains des cultures telles que le riz, le maïs, la patate, le manioc, etc., en plus des maraîchers.

Cette situation trouve aussi son origine dans l'urbanisation galopante qui réduit la disponibilité des espaces exploités pour la pratique de cette agriculture.

## **2-2-Urbanisation galopante**

La pratique de l'agriculture urbaine à travers la production surtout des maraîchers est confrontée à l'urbanisation du fait de l'extension de la ville de Korhogo. En effet, la croissance démographique a conduit à accroître les besoins des populations au niveau de l'habitat. Alors, les espaces exploités par l'AU sont de plus en plus sollicités au profit de la construction des logements mais surtout des logements en location beaucoup plus rentables. Alors, les acteurs qui s'adonnent à cette activité en particulier les femmes travaillent sous la menace d'être expulsées parce que les parcelles exploitées, généralement sans un droit légal, sont susceptibles de leur être retirées au profit d'activités plus rentables.

Toute chose qui suscite de l'inquiétude chez cet enquêté âgé de 55 ans, 14 ans d'activité: «*la ville a pris une grande partie de l'espace. Ce qui est resté nous venons cultiver, mais ce sont des lots. On sait pas si on va nous laisser dessus ou bien si on va nous chasser*».

Par ailleurs, l'absorption des parcelles utilisées, pour l'AU par l'urbanisation accélérée au profit de la création d'infrastructures et surtout de l'habitat, a conduit à convoiter les bas-fonds (Logokaha<sup>39</sup>) et les alentours des barrages (Koko) afin de continuer à pratiquer l'AU, malgré les risques liés à ces espaces dont les inondations. D'où les propos qui suivent:

*Avant l'espace était grand et on n'était pas aussi proche du barrage, mais la ville a diminué l'espace jusqu'au barrage. Pendant la saison des pluies on ne peut pas travailler ici l'eau prend tout, on attend quand l'eau décent on vient travailler encore, on n'a pas d'autre espace ailleurs. (Enquêtée n°16, 10 ans d'activité).*

Alors, la pratique de l'AU se poursuit au rythme de l'urbanisation qui dépossède peu à peu les acteurs des espaces exploités jusqu'à les réduire à de petites portions. Ces acteurs sont régulièrement habités par la psychose de voir leur activité disparaître, comme le soutient cet ingénieur agronome: «*elles sont menacées par l'urbanisation, c'est une vraie menace pour leur activité, des maisons sont construites même dans les bas-fonds, ce qui fait qu'elles sont dans l'insalubrité totale*».

L'urbanisation constitue une véritable menace pour le développement de l'AU qui réduit les parcelles exploitées. Cette situation favorise l'exploitation abusive des parcelles qui accélère leur appauvrissement, les rendant de plus en plus improductives.

## **2-3- Baisse de la productivité**

La surexploitation des petites portions depuis des années a conduit à leur appauvrissement. L'on assiste de plus en plus à une baisse de rendement selon la majorité des acteurs exerçant dans le domaine. De plus, la variabilité climatique qui favorise l'assèchement des points d'eau et les inondations est un facteur favorisant les faibles rendements au niveau de l'AU à Korhogo. C'est ce qui justifie les propos de cet enquêté âgé de 25 ans: «*les espaces cultivées ne contiennent plus d'engrais naturel, elles sont toujours en activité, si ce n'est pas le riz, c'est le maraîcher, toujours il y a quelque chose qui est cultivé dessus*».

Alors pour améliorer leur productivité, les acteurs recourent aux engrais chimiques et produits phytosanitaires. Cependant, l'usage abusif et incontrôlé de ces produits a également des conséquences sur la qualité des productions. Ce qui justifie ces propos: «*On n'est pas instruit sur les différents produits phytosanitaires. On les utilise par essais, quand tu te renseignes et qu'on te monte un, tu achètes ça pour venir essayer. Souvent ça réussit, souvent ça échoue aussi, donc quand ça échoue, ça fait très mal*». (Enquêté n° 21, 5 ans d'activité).

Les agricultrices urbaines déplorent ainsi la détérioration de leurs cultures dont les propos de l'enquêté n°28, 8 ans d'activité: «*quand on plante nos cultures, arrivées à la maturité, elles se gâtent, la carotte commence à pourrir et le chou devient comme si on a mis du feu pour le brûler à cause du soleil*». L'enquêté n°22, 10 ans d'activité, ajoute également: «*on met les plantes, mais on ne gagne pas l'eau pour arroser, donc ça se gâte dans nos mains, voilà les trous que j'ai creusés, y a pas beaucoup d'eau*».

De plus, l'ensablement des espaces et les traînées de boues du fait des inondations constitue un frein à la pratique des activités sur certains espaces. C'est ce que relate l'enquête n° 11, 25 ans d'activité:

*J'ai demandé cet endroit au propriétaire. Je cultive les maraîchers ici pendant la saison sèche et pendant la saison des pluies, il vient planter son riz. Mais, cette année, l'eau a apporté le sable partout, donc il n'a pu faire son riz, je ne sais pas s'il va me demander de payer cette année.*

Face aux contraintes foncières liées à leur activité, les agricultrices urbaines prennent différentes initiatives pour atteindre leur objectif. Mais, elles doivent encore faire face à des problèmes de santé.

#### **2-4- Risques sanitaires**

Le recours abusif aux produits chimiques et l'activité exercée dans des environnements à risque (pollution de l'eau et des sites) exposent les acteurs à des problèmes de santé dont les blessures liées aux accidents du fait des sites régulièrement glissants, les problèmes de toxicité et les maladies telles que la schistosomiase et le paludisme.

En effet, la majorité des maraîchères ont soutenu avoir vécu plusieurs épisodes de paludisme. C'est ce que confirme l'enquête n°15, âgé de 41 ans: «*j'ai eu palu beaucoup de fois, nous tous on a déjà eu palu*». Le paludisme ou «*Gnime*» en langue senoufo est une maladie causée par les piqûres de moustiques qui prolifèrent dans les eaux usées qui stagnent sur les sites exploités. D'autres par contre soutiennent que le paludisme est causé par la consommation excessive de la mangue, de l'huile et de l'attiéké et aussi par la fatigue liée à la pénibilité de l'activité de maraîchage et à l'exposition prolongée au soleil.

Le paludisme tout comme son mode de traitement sont connus de tous. Cette maladie se traite et se guérie généralement à l'aide d'une décoction à base de plantes médicinales.

Quant à la schistosomiase, elle est causée par un ver appelé en langue locale «*Dordre*» qui pénètre dans le corps humain. Cependant, contrairement au paludisme, elles ne disposent pas suffisamment de connaissances sur la schistosomiase, ses symptômes, conséquences et mode de traitement afin de venir à bout de cette maladie. Mais, l'enquête n°15 soutient également: «*quand on voit les boutons sur nos pieds, on pulvérise le champ avec les produits phytosanitaires et puis on achète des pommades pour mettre sur ça*».

Ces problèmes de santé trouvent également leur origine dans l'absence d'équipements et de mesures de protection (gants, bottes, etc.) dans l'exercice de leur activité. Cet enquête affirme: «*quand je suis malade là, je ne peux pas venir travailler, j'envoie mes enfants mais ils ne peuvent pas bien faire, ça fait on ne gagne pas beaucoup d'argent*».

Quel que soit le problème qui se pose, il faut noter que les préoccupations des agricultrices sont plus portées sur la productivité. Les épisodes de maladie les rendent vulnérables. Dans cette incapacité à mener à bien leur seule activité génératrice de revenu, elles ne disposent plus de ressources nécessaires pour subvenir à leurs besoins ainsi qu'à ceux de la famille. Mais, elles ne prennent pas d'initiatives non plus pour améliorer leurs conditions de travail. La majorité d'entre elles travaille de façon individuelle. Elles n'appartiennent pas toutes aux quelques coopératives constituées dont la plupart existe de façon informelle. Ces coopératives ne bénéficient pas non plus d'aides ni d'assistance de la part des structures d'encadrement, des ONG et des autorités locales pour améliorer leurs conditions de travail et d'existence.

L'AU à Korhogo à travers la production des maraîchers est confrontée aux défis liés au changement climatique, à l'urbanisation et à la dégradation de l'environnement. Face à cette situation, les productrices recourent à l'utilisation des produits phytosanitaires pour rendre les portions de terre exploitées plus fertiles et accroître leurs productions.

### **3- Discussion**

Cette partie présente deux points essentiels portant sur la résilience face à la question foncière et l'Agriculture Urbaine (AU) comme stratégie face à la vulnérabilité socio-économique des femmes à Korhogo.

L'AU en effet, est une activité qui couvre les besoins des populations urbaines en produits frais. Elle est primordiale pour une alimentation saine et pour la santé de la famille. Elle ne couvre cependant pas tous les besoins alimentaires car il faut s'orienter vers d'autres aliments pour l'apport en d'autres ressources vitales non fournies. Toutefois, elle est un levier de lutte contre la pauvreté par sa contribution à la sécurité alimentaire de la plupart des ménages (Oura et al. 2016). Elle procure des revenus considérables qui participent aux charges des ménages et à l'entretien de la famille. Réduisant la distance entre la maison et le champ, l'AU donne la possibilité aux femmes de conjuguer avec moins de contrainte, les travaux agricoles et les tâches ménagères, dans une société où les travaux du ménage relèvent exclusivement de la compétence de la femme. En plus, la proximité entre le champ et le marché facilite aux productrices l'évacuation rapide de leurs produits et les épargne également du transport de lourdes charges sur la longue distance.

Dans le contexte de la ville de Korhogo et comme dans celui de bien d'autres villes en transition, les acteurs de l'AU rencontrent d'énormes difficultés. En fait, comment cette activité peut-elle prospérer dans un contexte de concurrence de usages du foncier urbain, où la prééminence est accordée à l'habitat humain?

La rareté des terres cultivables et l'inaccessibilité de la femme au foncier rural conduisent ces dernières vers l'AU basée sur la culture des maraîchers. Or, depuis quelques années, les espaces urbains convoités et exploités par cette agriculture sont de plus en plus sollicités pour satisfaire les besoins des populations urbaines en logement, une activité qui se relève beaucoup plus rentable selon les acteurs du secteur. Ce qui justifie l'analyse selon laquelle la concurrence entre urbanisation et AU renvoie à la question du partage, de l'accessibilité et de la valorisation des terres qui structurent les différents courants de pensée autour du foncier agricole, les régimes fonciers, les réformes foncières et les conflits fonciers en Afrique (Chauveau, 1997, 1998 ; Jacob et Le Meur, 2010 ; Mathieu, 1996).

En raison des différents enjeux de développement adossés à l'agriculture, le foncier agricole demeure dominé par le foncier rural. Le foncier agricole urbain est resté en marge des débats dans les sociétés urbaines. Limitées dans l'accès à la terre agricole, les femmes squattent des espaces marginalisés, les pourtours des plans d'eau et les bas-fonds pour la production du maraîcher. Aujourd'hui, les nouveaux enjeux de l'urbanisation des terres et de la sécurité alimentaire remettent au goût du jour des agendas politiques et de la recherche la question du foncier agricole urbain. Au regard des enjeux et espoirs associés à l'AU, elle ne se limite pas à une affaire de femme et l'urbanisation ne se limite pas non plus aux seuls techniciens et experts. Ces deux champs mettent en relation une diversité d'acteurs et d'initiatives qui œuvrent localement pour la construction de nouvelles relations entre acteurs agricoles et urbains.

Par ailleurs, l'AU est menacée par les changements environnementaux consécutifs à la variabilité climatique, notamment la sécheresse de 2004 à 2005 avec assèchement des points d'eau (barrages, puits, rivières, etc.) et l'inondation survenue entre 2006-2007, dont les effets perdurent. En saison sèche, les agricultrices sont dans l'incertitude par rapport à l'accès quotidien à l'eau pour l'arrosage des vergers. Pour de nombreuses femmes, la réponse principale à la menace de l'accès à l'eau est la création de puits dans les champs ou le recours aux eaux usées non traitées. Le défi technique ici réside dans le traitement adéquat des eaux usées pour réduire, sinon éliminer, les dangers de la contamination biologique. Il réside également dans la mécanisation du système d'arrosage pour rendre disponible l'eau dans les puits et surtout réduire les efforts à fournir pour l'arrosage des grands vergers. Par exemple, la mise en place d'un dispositif d'arrosage goutte-à-goutte serait la solution idéale. Toutefois, le coût d'un tel dispositif, de même que la menace de la dépossession des espaces de cultures sont des obstacles à la réalisation d'un tel projet. En effet, à Korhogo, comme l'illustrent Sangaré et al. (2021) la dépossession des espaces agricoles en zone urbaine est un réel frein à l'expansion et à la survie de l'AU.

Dans la mesure où cette agriculture est la seule activité génératrice de revenu pour les femmes qui la pratiquent, et que l'on ne peut pas empêcher l'élan d'urbanisation des villes, l'une des issues à ce dilemme nous semble résider dans la réflexion en termes d'innovation pour rompre

avec les balbutiements, la routine et la concurrence stérile entre foncier agricole et foncier urbain en zone urbaine. L'innovation dans ce contexte s'inspire de la définition proposée par le *High Level Panel of Experts* (HLPE) de la FAO pour lequel l'innovation renvoie à un « processus par lequel les individus, les communautés ou les organisations apportent des changements à la conception, à la production ou au recyclage des biens et des services, ainsi qu'à l'environnement institutionnel. Il désigne également les changements produits par ce processus. L'innovation englobe les modifications des pratiques, des normes, des marches et des dispositifs institutionnels susceptibles de favoriser de nouveaux réseaux de production alimentaire, de transformation, de distribution et de consommation qui pourront remettre en question l'état des choses » (HLPE, 2019).

La pertinence de la réflexion en termes d'innovation autour de l'AU se justifie par sa connexion à d'autres dimensions de la vie de la communauté urbaine. Comme l'écrivent Fontaine et al (2020), l'AU dépasse souvent sa seule vocation agricole pour s'intéresser à des problèmes sociaux plus larges tels que l'isolement et la pauvreté. Elle constitue également selon E. Duchemin et al. (2010) un facteur de renforcement des liens sociaux, par la socialisation et l'éducation des jeunes générations. C'est par l'innovation que les acteurs impliqués dans la concurrence au foncier urbain trouveront des arrangements pour l'amélioration des conditions de travail de ces agricultrices afin que celles-ci impactent leur bien-être.

### Conclusion

Cette étude a permis de mettre en relief les défis liés à l'Agriculture Urbaine (AU) à travers la production de maraîchers à Korhogo. La méthodologie utilisée, fondée sur des entretiens avec des personnes ressources et des femmes principales actrices de ce secteur agricole, montre que ces agricultrices sont confrontées à plusieurs défis dans l'exercice de leur activité. En effet, l'urbanisation accélérée, la variabilité climatique et les problèmes de santé sont des menaces quotidiennes auxquelles ces femmes sont confrontées.

Nous avons présenté l'innovation comme une issue au dilemme de la valorisation du foncier urbain, entre agriculture et bâti urbains. Des actions concertées entre les parties prenantes sont indispensables pour préserver l'activité des agricultrices urbaines qui joue un rôle essentiel dans l'approvisionnement des marchés urbains en produits frais. Elles engagent les différents acteurs à la mise en place de nouveaux dispositifs juridiques et politiques qui aboutiraient à une nouvelle conception du foncier urbain et à des arrangements conformément aux réalités sociologiques et anthropologiques de la ville de Korhogo.

### Références bibliographiques

BA Abou, CANTOREGGI Nicolas, SIMOS Jean et DUCHEMIN Éric, 2016, *Impacts sur la santé des pratiques des agriculteurs urbains à Dakar (Sénégal)*, VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement, Volume 16 Numéro 1.

BOKO Koiadia Adjoua Nadège, CISSE Guéladio, KONE Brama, DEDY Séri, 2016, *variabilité climatique et changements dans l'environnement à Korhogo en Côte d'Ivoire : mythes ou réalité ?* European Scientific Journal February, édition vol.12, No.5 ISSN: 1857 -7881 (Print) e - ISSN 1857- 7431.

BOCCANFUSO Dorothée et YERGEAU Marie-Eve, 2020, *Agriculture urbaine, pauvreté et sécurité alimentaire : un portrait du mal, l'entrepreneuriat et l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes en Afrique francophone*, actes de la deuxième Conférence Internationale sur la Francophonie Économique, Université Mohammed V de Rabat.

DUCHEMIN Eric, WEGMULLER Fabien et LEGAULT Anne-Marie, 2010, *Agriculture Urbaine : un outil multidimensionnel pour le développement des quartiers*, VertigO – La revue en sciences de l'environnement, volume 10 numéro 2.

FAO, 1999, « *Questions relatives à l'agriculture urbaine* », Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Département de l'Agriculture et de la Protection des Consommateurs, Focus [en ligne], mis en ligne le 29 janvier 1999, URL : <http://www.fao.org/Ag/fr/magazine/9901sp2.htm> [consulté le 7 octobre 2011].



FONTAINE, Nicolas, JOUIS Sandrine, MARTIN Astrid et OTIS Frédéric (2020). *L'agriculture urbaine, Guide de bonnes pratiques sur la planification territoriale et le développement durable*, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, coll. «Planification territoriale et développement durable», 103 p. [www.mamh.gouv.qc.ca].

HLPE (High Level Panel of Experts), 2019. *Approches agro-écologiques et autres approches novatrices pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables propres à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition*. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome, Italie.

JACOB Jean Pierre et LE MEUR Pierre-Yves (ed.), (2010). *Politique de la terre et de l'appartenance : droits fonciers et citoyenneté locale dans les sociétés du Sud*. Paris : Karthala, 432 p. (Hommes et Sociétés). ISBN 978-2-8111-0312-5.

KOUAKOU Kouakou Paul-Alfred, 2017, *Analyse de la performance productive de l'agriculture urbaine dans le district d'Abidjan*, European Scientific Journal, edition Vol.13, No.35 ISSN: 1857 – 7881 (Print) e - ISSN 1857- 7431.

OURA Raphaël Kouadio et KANGA Marie-Jeanne, 2017, *L'agriculture urbaine face au défi de l'urbanisation de Bingerville dans le Sud-Est d'Abidjan, en Côte d'Ivoire*, Revue de géographie du Laboratoire Leïdi «DTD» – ISSN 0851 – 2515 –N°16.

PAILLE Pierre et MUCCHIELLI Alex., 2008, *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Colin.

Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1998 et 2014.

SANGARÉ Nouhoun, DOHO Bi TCHAN André, KOUAKOU Bah, KOFFI Brou Émile, 2021, *Dynamique urbaine et gouvernance des quartiers périurbains dans la ville de Korhogo (Côte d'Ivoire) de 2002 à 2020*, Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement, n°1, EDUCL, p. 111-123.